

Brochure n° 3353

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2706. – PERSONNEL DES ADMINISTRATEURS**  
**ET DES MANDATAIRES JUDICIAIRES**

---

AVENANT N° 25 DU 25 SEPTEMBRE 2018  
RELATIF AUX GARANTIES LIÉES AU DEGRÉ ÉLEVÉ DE SOLIDARITÉ

NOR : ASET1950571M  
IDCC : 2706

Entre :

IFPPC ;

ASPAJ,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre des recours judiciaires portant sur le financement de la solidarité, un jugement du 20 février 2018 a remis en question en l'absence de disposition législative, la mutualisation du financement et la gestion de certaines prestations et, notamment, leur financement par un prélèvement de 2 % sur les cotisations versées à l'organisme recommandé, ou un prélèvement équivalent à cette somme exigible des entreprises qui n'adhèrent pas à l'organisme recommandé.

Cependant, depuis la signature de l'accord et son extension par le ministère, le décret n° 2017-162 du 9 février 2017 relatif au financement et à la gestion de façon mutualisée des prestations mentionnées au IV de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale donne un socle législatif à cette mutualisation. C'est pourquoi les parties ont convenu ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les partenaires sociaux décident que l'ensemble des garanties liées au degré élevé de solidarité sera géré de façon mutualisée pour toutes les entreprises de la branche. De ce fait, l'article 1.13 de la convention collective s'applique pleinement.

## **Article 2**

### *Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré que l'accord répondant à la demande strictement encadrée par les textes de confirmation d'un accord précédent, n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du même code. En effet, cet accord est limité au champ de la confirmation et ne peut moduler les effets de l'accord précédent.

## **Article 3**

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 4**

### *Dépôt. – Entrée en vigueur*

Le présent avenant est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent avenant entre en vigueur dès les formalités de dépôt accomplies.

## **Article 5**

### *Extension*

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 25 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)